

*A Monsieur le curé Kretz
de la part de la famille*

Colm

~~Bibliothèque Alsatique et Généalogique
André GANTER 68790 Morschwiller le Bas
Num. entrée : 34 date : 20.03.1982
B I O G R A P H I E S
*****~~

~~3055~~

J. B. FLEURENT

1837-1903

108

Centre Départemental de Recherche
sur l'Histoire des Familles

N^o 1 9 6 6

(A 8)

André GANTER

3bis, rue de Mulhouse
68790 MORSCHWILLER-le-BAS

☎ (89) 42 68 34

2 0 MARS 1982

(34)

J. B. FLEURENT

1837-1903



Héliog. Dujardin. Paris

J. B. FLEURENT

JE ne veux pas laisser descendre dans la tombe l'excellent homme, dont j'ai eu l'honneur d'être le confrère, qui était resté avec moi le dernier représentant de notre ancien barreau de Colmar, sans lui adresser, au nom de notre ville parlementaire, un suprême hommage.

Ainsi s'exprimait M. J. B. Fleurent en 1886 aux obsèques de Charles Sandherr. Le souvenir de la cité judiciaire, de son Conseil souverain, de sa Cour d'appel, du barreau dans lequel il était entré par tradition de famille et où il s'était montré le digne successeur de son oncle Joseph Grégoire Fleurent, semblait hanter l'esprit de M. J. B. Fleurent. En 1901, dans sa plaquette (Berryer à Colmar, Mars-Mai 1864), il disait mélancoliquement : « Six ans après, le barreau de Colmar, tel qu'il avait existé pendant deux siècles, tel qu'il existe encore en France, cessait de vivre. La plupart de ses membres quittaient l'Alsace.

Aujourd'hui presque tous nos anciens confrères sont descendus dans la tombe, et celui qui écrit ces lignes est le seul dans notre ville qui ait assisté au banquet Berryer. »

Ce culte du passé s'explique aisément. La magistrature et le barreau avaient jeté un vif éclat à Colmar pendant près de deux siècles ; le nom de Fleurent s'était couvert d'honneur au Palais de 1820 à 1870. Né avocat, M. J. B. Fleurent avait voué à la barre un amour filial.

Le Conseil souverain d'Alsace avait été créé en 1658. Il siégea d'abord à Ensisheim et à Brisach, et fut transféré en 1698 à Colmar. Il conquit rapidement une autorité indiscutée grâce à son indépendance à l'égard du pouvoir exécutif et au sentiment de la dignité du corps. Etabli en Alsace pour l'Alsace, il était composé presque exclusivement d'Alsaciens.

Ensisheim et Brisach n'étaient guère faits pour attirer des avocats distingués. Dès 1698 Le Laboureur reconnaissait cependant que le barreau s'était perfectionné à un tel point que tous ceux qui entendaient les discours solides et éloquents, prononcés devant le Conseil souverain, convenaient qu'on plaidait à Brisach sur les bords du Rhin comme on plaide à Paris sur les bords de la Seine. Le dernier tableau de l'ordre fut dressé en 1789. Les avocats les plus renommés s'appelaient Chauffour le jeune et Dupont. Plusieurs membres du barreau se jetèrent alors dans la politique ; Bentabole, Rapinat, Rewbell, Ritter, firent partie des Assem-

blées révolutionnaires. L'histoire a retenu le nom de Rewbell.

Le Conseil souverain, vrai Parlement de l'Alsace, fut supprimé ainsi que les Parlements en 1790. La loi du 24 août 1790 improvisa un déplorable système qui disparut l'an VIII. La réorganisation judiciaire de l'an VIII, créa à Colmar un modeste tribunal d'appel, composé d'un président, sept juges, et un commissaire du gouvernement.

Un décret de 1810 établit l'organisation judiciaire telle qu'elle fonctionne encore aujourd'hui en France. La Cour impériale de Colmar fut instituée par un décret du 10 juin 1811, et le 25 juin le Maréchal Kellermann, duc de Valmy, sénateur de la sénatorerie de Molsheim, procéda à la cérémonie d'installation. La Cour était recrutée en Alsace; sur la liste des membres figuraient les noms bien connus d'Atthalin, André, Belin, Ehrmann, de Golbéry, Rossée, Schirmer. La Cour prit le titre de Cour Royale au retour des Bourbons. Elle eut l'honneur à cette époque d'être présidée par M. de Serre qui fut élu député et devint l'un des orateurs et des ministres les plus écoutés de la seconde Restauration.

La Cour garda la renommée de science juridique du Conseil souverain. De nombreuses questions de droit public d'Allemagne, soulevées par la recherche des domaines engagés par Louis XIV, donnèrent lieu à des arrêts célèbres. En même temps les décisions rendues en matière de droits d'usage formèrent comme un corps de doctrine

forestière. M. Jourdain, greffier en chef, fonda en 1804 un journal destiné à reproduire les arrêts notables de Colmar. Il le publia jusqu'en 1828. M. de Neyremand, avocat et ensuite conseiller à la Cour, le continua jusqu'en 1870. Ce recueil, contenant la jurisprudence de la Cour, jouit d'une légitime autorité.

Le barreau était digne de la Cour. Ses plus belles années furent celles de la Restauration et du gouvernement de Juillet. Les avocats s'appelaient Baumlin, Raspieler, Chauffour aîné, Antoine Chauffour jeune, Ignace Chauffour, Antonin, Sandherr, Mégard, Rossée, Fleurent, Fuchs, Kugler, Baillet qui fut incomparable à la Cour d'assises. Sous le second Empire on remarqua surtout, après Ignace Chauffour qui continuait à occuper le premier rang, Gérard, Koch, Simottel, Yves.

Joseph Grégoire Fleurent, né à Colmar en 1795, décédé en 1869, se distingua dans cette brillante phalange. Il fit partie de l'ordre depuis 1816 jusqu'au moment de sa mort. Royaliste convaincu, il resta fidèle à la dynastie qui avait fondé l'unité française. Libéral autant que monarchiste, il ne séparait pas la cause des libertés publiques de celle de la Royauté traditionnelle. En 1822 il plaida devant la Cour d'assises du Haut-Rhin dans l'affaire de la Conspiration de Belfort pour l'un des principaux accusés, l'adjudant Tellier. En 1847 il prit part à la campagne réformiste. Dans le Haut-Rhin on assista à un vif mouvement d'opinion en faveur de l'élargissement du régime censitaire et de

l'adjonction des capacités. Une grande manifestation réunit, le 8 août, plus de 200 citoyens sous la présidence de M. Rossée, premier président de la Cour royale. MM. J. G. Fleurent, Ignace Chauffour, Kœnig, de Heeckeren, Jænger, Coulmann, Yves, Charles Bœersch, Koch, Fuchs, prononcèrent d'ardents discours.

« Vous tous, disait J. G. Fleurent, à qui le hasard de la naissance, les bornes de votre carrière, les charges de toute nature qui diminuent votre patrimoine, l'honnêteté de votre conduite, la fierté de vos sentiments qui repoussent tout moyen illicite de fortune, vous tous à qui ces causes ou d'autres ont refusé et refuseront peut-être toujours ce ridicule signe de capacité politique qu'on appelle le cens, hommes de science, de commerce, de l'industrie, hommes de l'agriculture, magistrats, jurisconsultes, administrateurs, instituteurs, travailleurs à tous les degrés de l'échelle sociale, qui supportez presque à vous seuls le lourd fardeau des charges publiques, qui payez presque à vous seuls l'impôt de l'argent et du sang, dites-moi, pourquoi n'êtes-vous pas citoyens, car vous ne l'êtes pas. » J. G. Fleurent savait assurément manier l'ample période cicéronienne. D'un jugement droit, ayant étudié à fond les lettres, le droit, l'histoire, il a plaidé pendant quarante ans tous les grands procès, surtout ceux qui exigeaient des connaissances historiques ; il était regardé comme l'émule d'Ignace Chauffour.

C'est sous les auspices de J. G. Fleurent que son neveu J. B. Fleurent se voua au barreau. Né le 26 mars 1837, il fit ses études au collège de Colmar. Toute particularité provinciale avait alors disparu de l'enseignement secondaire en France. De l'Ouest à l'Est, du Nord au Sud fonctionnait le lycée de Fontanes, qui avait pour but d'inculquer aux élèves l'amour des lettres, de leur faire faire ce qu'on appelait de bonnes humanités. J. B. Fleurent fut un lauréat du collège de Colmar. Il y apprit l'art d'écrire, prélude de l'art de bien dire. Il suivit ensuite les cours de l'école de droit à Strasbourg, et dès sa vingtième année fut inscrit au barreau de la Cour d'appel de Colmar. Plaider à Colmar, vieille ville parlementaire, sa ville natale, tel était son idéal. Juriste érudit, orateur disert, il marquait au premier rang de la jeune génération lorsqu'éclata la guerre franco-allemande. Bientôt la Cour suspendit ses travaux et après le vote du traité de Francfort une Cour allemande fut instituée. J. B. Fleurent resta fidèle à son cher Colmar. Il continua pendant quelques années à plaider en français. Avec quelle autorité! les paroles prononcées sur sa tombe par un avocat du nouveau régime, M. Doinet, l'ont rappelé. Il avait étudié les principes du droit dans Pothier, Portalis, Tronchet, Demolombe. Ayant reçu, comme tous les Alsaciens de son temps, une éducation exclusivement française, regardant l'allemand comme une langue étrangère, il était dépaysé dans une Cour allemande. Il se retira quand la nouvelle organisation judiciaire fut introduite, et se consacra

aux questions d'intérêt public concernant sa ville natale.

Il avait siégé au Conseil municipal dès 1870. Il se démit lorsque M. de Peyerimhoff quitta la mairie. Plus tard il fut réélu et devint le représentant de la ville au Landesausschuss. Dans la Chambre alsacienne-lorraine il a été rapporteur de lois importantes. Outre de nombreux rapports de moindre importance, M. Fleurent a surtout fait les rapports sur la Erbschaftssteuer et la Gewerbesteuer.

Il regardait le mandat législatif comme une corvée. Aussi ne voulut-il pas être réélu. Il accepta les fonctions de maire de Colmar. Il fit de nombreuses démarches pour le maintien de la Cour d'appel à Colmar et défendit avec ardeur, lors des discussions qui eurent lieu à ce sujet, les droits de la ville. Il était fait pour le gouvernement d'une cité où les querelles de partis et de personnes auraient été inconnues. La lutte répugnait à son caractère courtois et conciliant. Aussi fut-il bientôt las, et sa démission fut signée au bout de deux ans. Il rentra alors définitivement dans la vie privée, ne s'occupant plus que de la Bibliothèque municipale et du Musée Schœngauer. Si l'avocat ne parlait plus, l'homme d'esprit, le lettré causait ; c'était une joie pour ses amis de le voir avec son sourire discret, d'écouter sa parole pondérée. Très vigoureux, grisonnant à peine, le buste droit, il semblait avoir encore de longues années devant lui, lorsqu'un mal implacable le terrassa en trois

jours. Il nous fut enlevé le 16 janvier 1903. Il laissera le souvenir du *vir probus dicendi peritus*. Trente-deux années ont passé depuis la fermeture de la Cour d'appel de Colmar, et le dernier représentant de l'ancien barreau a disparu. Bientôt on ne trouvera plus personne ayant entendu plaider Ignace Chauffour à la Chambre civile et Yves à la Cour d'assises.

UN ANCIEN AMI.



DISCOURS

prononcés sur la tombe de

M. JEAN BAPTISTE FLEURENT

le 19 janvier 1903.



Discours de M. Riegert, maire.

Meine Herren!

Zum zweiten Male im Verlaufe weniger Wochen führt uns der Weg nach dieser Stelle der Ruhe und des Friedens, um einem unserer besten und tüchtigsten Mitbürger, dem langjährigen Stadtratsmitgliede, unserem unvergesslichen, allseits verehrten Altbürgermeister Dr. Fleurent das letzte Geleite zu geben.

Mit Herrn Fleurent scheidet aus unserer Mitte ein Mann, der seiner von ihm innig geliebten Vaterstadt in schweren Zeiten treue, wertvolle Dienste geleistet, sich ihr in vielseitigster Weise nützlich erwiesen und darum begründeten Anspruch auf unserer Aller Liebe und dankbare Anerkennung erworben hat. Dass er diese Gefühle auch in seltenem Masse genoss, zeigte sich klar, als vor wenigen Tagen die Kunde seiner schweren Erkrankung in weitere Kreise unserer Bürgerschaft gedrungen ist; die allgemeine Bestürzung, die besorgte Teilnahme

*

aller Schichten der Bevölkerung, legten hier lautes Zeugnis ab von der Fülle der Hochachtung und liebevollen Verehrung, die ihm im Verlaufe der Jahre sozusagen von selbst zugeflossen waren.

War doch der Verstorbene, wie Freunde und Gegner einmütig anerkennen, eine durch und durch edle und vornehme Natur, der ein gediegener uneigennütziger Charakter, verbunden mit seltenen Gaben des Verstandes und des Herzens sowie dem Besitze einer gründlichen Bildung von vornherein eine harmonische Entfaltung, ein ausschliesslich auf das Gute und Schöne gerichtetes Leben zusichern musste.

Meine Herren! Gestatten Sie mir an dieser Stelle nur wenige Züge aus diesem inhaltreichen, im Grunde als glücklich zu preisenden Leben vor Ihrem Gedächtnisse wachzurufen.

Am 26. März 1837 als Sprosse einer alteingesessenen Familie geboren, in welcher von jeher die Traditionen der Ehre, der Arbeit und Pflichterfüllung hoch gehalten worden waren, wuchs der junge Fleurent in einer Umgebung auf, welche auf den regsamen Geist des hochbegabten Jünglings belebend und befruchtend wirken musste. Die älteren unter uns erinnern sich noch lebhaft jener Zeiten, in welchen die Chauffour, Yves, Sandherr und viele andere das geistige Leben Colmars auf eine so blühende Stufe brachten; unter der Pleiade dieser geistvollen Männer, welche mit gleicher Auszeichnung das Wort und die Feder zu handhaben verstanden, leuchtete auch nicht an letzter Stelle

der wegen seiner glänzenden Rednergabe rühmlich bekannte Advokat am Appellgericht, Fleurent der Aeltere, ein Oheim unseres tief betrauerten Altbürgermeisters, von dem ich persönlich aus der Zeit meiner ersten Jugendeindrücke eine lebendige, freundliche Erinnerung behalten habe. Dem Einflusse und der Anregung dieses tüchtigen Mannes und ausgezeichneten Vorbilds ist es wohl in erster Linie zu verdanken gewesen, wenn der Verstorbene seine Neigungen und Ziele selbst auch der praktischen Rechtswissenschaft zuwandte und nach glänzend absolvierten Studien, im Verlaufe von welchen er sich den Doktorgrad erwarb, die Nachfolge des Oheims antrat, in welcher er bald zu eigener, selbständiger Bedeutung und Wertschätzung gelangte.

Seine Erfolge auf dem Gebiete der Rechtsausübung, die Offenheit und Geradheit seines Charakters, nicht zuletzt seine gewinnende Herzensgüte und Liebenswürdigkeit, machten ihn bald vorteilhaft bekannt und brachten ihm schon im Oktober 1869 einen Stadtratsitz ein, den er bis Februar 1876 — also zunächst sieben Jahre lang — innehielt. Sein damaliges Wirken fällt in jene schwierige Zeit einer denkwürdigen Umwälzung in den Geschicken unseres Heimatlandes, welche für die Mitglieder der älteren Generation, unsere Väter, auch eine Zeit schwerer Herzens- und Gewissenskonflikte war. Während viele seiner damaligen Berufs- und Standesgenossen den Mut nicht fanden, sich in die neuen Verhältnisse einzuleben und blutenden

Herzens der alten Heimat den Rücken zuwandten, gehörte Fleurent zu der kleinen, unentwegten Schar jener einsichtsvollen Männer, welche ihre Pflicht darin sahen, gerade in Zeiten schwerer Prüfung und Besorgnis treu auszuharren auf der vaterländischen Scholle und mit Rat und Tat ihren heimgesuchten Mitbürgern den Weg zu weisen, auf dem sie am besten die geschlagenen Wunden zu heilen vermochten und in die Trümmer des Vergangenen neue Keime zu künftigem Leben und Aufblühen zu säen.

Es liegt auf der Hand, dass in jenen Zeiten des im dunklen Werdegang der Geschichte sich vollziehenden Uebergangs die Massnahmen der Regierung, so klug und wohlerdacht sie an sich gewesen sein mögen, nicht immer das richtige Verständnis selbst in den Kreisen der Gebildeten finden konnten und es wird wohl erst einer späteren Zukunft vorbehalten bleiben, über Wert oder Unwert einzelner dieser Massnahmen das endgültige Urteil zu fällen. Es kann auch dahin gestellt bleiben, inwieweit die Gründe eines Kollektiventschlusses in der Ueberzeugung und dem Gewissen der einzelnen sich solidarisch erklärenden Beteiligten ihre Vertretung finden. Wie dem auch sei, es hatte mit dem im Februar 1876 betätigten Rücktritt des gesamten Gemeinderats die Wirksamkeit Fleurents im unmittelbaren Dienste der Bürgerschaft einen vorläufigen Abschluss gefunden. Seine praktische Berufstätigkeit als Mitglied des Colmarer Barreau's erlitt hierdurch keinen Abbruch; auch vor den

neu konstituirten deutschen Gerichten hat er als Anwalt die Interessen seiner Mitbürger vertreten und zwar bis zur erfolgten Neuorganisation im Jahre 1879, von welchem Zeitpunkte ab die Einführung der deutschen Sprache als der ausschliesslichen Gerichtssprache seinem weiteren Wirken ein, wie er damals glaubte, unüberwindliches Hindernis entgegensetzte.

In der stillen Zurückgezogenheit eines überaus glücklichen Familienlebens — er hatte im Jahre 1872 in der Person von Fräulein Iphig. Rudolf, der Tochter eines hochangesehenen oberelsässischen Grundbesitzers, eine Gattin erkoren, die ihm stets als treue, liebevolle Lebensgefährtin zur Seite stand — verbrachte er das nächste Jahrzehnt, ganz seinen Büchern und seiner lieben Wissenschaft ergeben, zugleich aber auch die Erziehung und das Aufblühen seiner in Liebe und Anhänglichkeit den Eltern verbundenen Kinder mit väterlicher Einsicht und Sorgfalt überwachend.

Das Jahr 1886 brachte ihm bei den im Juli erfolgten Stadtratswahlen ein neues Mandat in die Gemeindevertretung, der er nunmehr bis Dezember 1898, dem Zeitpunkt seines endgültigen Rücktritts aus dem öffentlichen Leben, ununterbrochen angehörte.

Diese Zeit liegt uns noch zu nahe, als dass ein näheres Eingehen auf sein damaliges Schaffen und Wirken erforderlich wäre. Es sei hier nur betont, dass auch in diesem Abschnitte seines Lebens seine grosse Begabung, die Fülle und Gediegenheit seines Wissens, seine Opferwilligkeit und Arbeitskraft,

volle Anerkennung fanden, wofür am deutlichsten der Umstand spricht, dass ihn seine Collegen von November 1888 an ohne Unterbrechung bis zu seinem endgültigen Ausscheiden als den berufensten und würdigsten Vertreter der allgemeinen Interessen in den Landesausschuss entsandten.

Auch dort verlieh das Ansehen, das ihm die Vorzüge seines Geistes und seines Charakters zusicherten, seiner Stimme sowohl bei der Regierung als im Rate seiner Collegen ein Gewicht, das er immer nur im Sinne einer versöhnlichen, friedlichen Entwicklung unserer politischen Verhältnisse, einer gesund fortschrittlichen Ausgestaltung unserer sozialen und wirtschaftlichen Interessen in die Wagschale fallen liess.

In vielen der zahlreichen Gesetze, deren Erlass die Anpassung unserer öffentlichen Einrichtungen an die neue Rechtsordnung und den modernen Zeitgeist unsern Vertretern zur Aufgabe stellte, liessen sich unschwer die Spuren seiner Geistesarbeit, der heilsame Einfluss seiner klaren Denkkraft und seiner weltklugen Erfahrung nachweisen; noch bis in die letzte Zeit war sein Rat bei Vorbereitung oder Durchführung wichtiger Landesgesetze in Fach- und Untersuchungskommissionen gesucht und gern gehört.

Ueber seine verdienstvolle Tätigkeit als Mitglied des Fabrikrats der St. Martinspfarrei, dessen langjähriger Vorsitzender er war, brauche ich mich an dieser Stelle nicht weiter zu verbreiten, hierüber, sowie über seine Wirksamkeit im Dienste der

Literatur und Wissenschaft, nicht minder auch über sein erfolgreiches Wirken zu Gunsten unseres Museums und unserer städtischen Bibliothek, sowie an der Spitze der Schöngauergesellschaft, deren Interessen ihm so warm ans Herz gewachsen waren, werden Sie wohl demnächst aus berufenem Munde das Nötige vernehmen.

Auf die Periode seiner bürgermeisteramtlichen Tätigkeit, welche in die Jahre 1896 bis 1898 fällt, möchte ich heute nicht weiter eingehen, schon um den Friedensakkord nicht zu beeinträchtigen, in den ich im Geiste des teuren Verewigten diese kurze Betrachtung ausklingen lassen möchte.

Indessen muss doch so viel noch gesagt werden, dass auch diese Zeit eine solche schwerer, ernster Arbeit, ununterbrochenen Bemühens um die fortschreitende Entwicklung und Förderung unserer städtischen Interessen auf allen Gebieten war. Nicht den Schwierigkeiten, die sich hierbei ihm entgegenstellten, ist er gewichen, wie peinlich sie auch seine vornehme Denkart berühren mochten; nein, wir wissen und sehen heute recht wohl, dass die Sorge um seine längst untergrabene Gesundheit ihm den Rücktritt aus dem Amte geradezu zu einer Pflicht sich und seiner Familie gegenüber machten, und wir sind überzeugt, dass wenn er in jenen schwierigen Zeiten auf die Durchführung jenes Wahlspruchs eines edlen Geschlechts, *inserviando patriæ consumor*, den er auch zu dem seinigen gemacht, notgedrungen Verzicht leisten musste, ihm dieses Opfer schwer genug gefallen sein mag.

Mir, dem die schwere, wenn auch ehrenvolle Last überbürdet worden ist, das Erbe jenes vorzüglichen Mannes anzutreten, erleichterte er den Uebergang, indem er mir nie seinen kostbaren Rat versagte, und ich preise mich glücklich, aus dem Schatze seiner reichen Erfahrung und Weisheit, aus dem Borne seines guten Herzens so oft haben schöpfen zu können.

Nun ist die Quelle versiegt; unser Bitten und Flehen blieb erfolglos und der unerbittliche Tod hat ihn unwiederbringlich dahingerafft, ein Gefühl der Betäubung, eine schmerzliche Lücke in unseren Reihen zurücklassend. Doch sein Andenken wird unter uns weiter leben und befruchtend wirken, seine Tugenden und Vorzüge werden bleiben wie eine leuchtende Spur, nach der sich unwillkürlich unsere Blicke erheben. O möchten wir alle unablässig danach trachten, zu werden wie er, tief religiös und doch tolerant und gerecht für jeden Andersgläubigen, vornehm im Denken und Fühlen, begierig und bemüht, die höchsten Schätze der Bildung und Kultur uns zu eigen zu machen und dennoch gut und zugänglich zu bleiben für den Niedrigsten und Aermsten.

Lassen Sie mich, liebe Mitbürger, den Gefühlen unserer Liebe und Dankbarkeit für einen der Besten unter uns hier in Ihrem Namen nochmals öffentlichen Ausdruck geben und der tiefgebeugten Familie zugleich die Versicherung unserer schmerzlichen Teilnahme und wärmsten Sympathie entgegenbringen.

Indem ich, lieber Fleurent, unvergesslicher Freund und Berater, einen Kranz auf das zu früh aufgerissene Grab als Sinnbild unserer Trauer und Dankbarkeit niederlege, sage ich dir nochmals schmerzbewegt ein letztes „Ruhe sanft in der gesegneten Erde; indessen deinem Geiste beschieden sei das göttliche Licht der ewigen Glückseligkeit“:

Discours de M. Doinet.

Werte Trauerversammlung!

Dem dahingeschiedenen Advokaten Fleurent möchte ich zum letzten Male den Ausdruck der Liebe und Verehrung seiner Berufsgenossen darbringen. Ich halte mich hierzu für berechtigt, da ich vor nunmehr 30 Jahren Herrn Fleurents Colleague im hiesigen Barreau wurde und wohl einer der Wenigen bin, welche ihm bei Ausübung seines Berufes als Advokat näher gestanden haben.

Herr Bürgermeister Riegert hat Ihnen bereits geschildert, unter welchen Auspicien Herr Fleurent, selbst ein Sprosse einer alten Colmarer Juristenfamilie, seine juristische Laufbahn begann, wie er schon lange vor 1870 von seinen Collegen, unter denen sich berühmte und hochangesehene Advokaten, wie Ignaz Chauffour, Gerard, Sandherr, Yves und andere befanden, anerkannt und geschätzt war.

Nach den gewaltigen und auch in das Rechtsleben des elsässischen Volkes tief einschneidenden

Ereignissen des Jahres 1870 blieb er seiner Heimat und seinem Berufe treu. Bei der Neueinrichtung der elsass-lothringischen Gerichte zögerte er nicht, seine reichen Kenntnisse auf dem Gebiete des Landesrechts, sein Rednertalent und seine Erfahrung als Advokat in den Dienst seiner Mitbürger zu stellen. Und es währte nicht lange, da war Fleurent hoch angesehen bei allen Gerichtshöfen des Landes, geliebt und geehrt von allen seinen Collegen. Und wahrlich er verdiente es. Es waren nicht allein seine Kenntnisse und eine glänzende Darstellungsgabe, die ihn auszeichneten; es war vor Allem der jeder Leidenschaftlichkeit abholde Geist der Mässigung und Gerechtigkeit, welcher ihn beseelte.

Es ist mir noch erinnerlich, wie der damalige Erste Präsident des Kaiserlichen Appellationsgerichtshofes zu Colmar, Herr Leuthaus, von Fleurent nur mit dem Ausdrucke grösster Hochachtung und Anerkennung sprach; er rühmte ihn als hervorragenden Juristen und als eine der vornehmsten Erscheinungen in der Advokatur, die er je kennen gelernt.

Uns aber, seinen Kollegen, und auch denjenigen, welche ihr Beruf aus der Ferne an die reichsländischen Gerichte geführt, war er mehr. Er war uns ein lieber Freund und Berater, auf dessen Urteil man in allen in das Rechtsleben seiner engeren Heimat und insbesondere seiner Vaterstadt einschlägigen Dingen unbedingt bauen durfte. Und das ist er uns geblieben, auch nachdem er die Advokatur niedergelegt und sich nur noch dem

öffentlichen Leben zum Wohle seiner Mitbürger gewidmet hatte. So wird denn auch bei uns sein Andenken in hohen Ehren gehalten werden. Möge ihm die Erde leicht sein !

Discours de M. Ruhland.

Messieurs,

Je ne puis voir se fermer cette tombe sans adresser également quelques paroles d'adieu à un ancien collègue, à un vieux camarade.

Amis de jeunesse, nous avons passé sept grandes années sur les bancs de notre vieux collège de Colmar où Fleurent fit de très bonnes études.

Entré plus tard au barreau il devint le digne successeur de son oncle, ce profond jurisconsulte, dont la droiture et l'intégrité imposaient le respect à son grand adversaire Chauffour.

Esprit éclairé, aimant les lettres, mais d'un caractère calme, Fleurent ne cherchait point à éviter la discussion, mais il la demandait paisible et sérieuse, et l'on trouve dans sa brochure « Berryer à Colmar » qui se rapporte à une époque que nous avons vécue et que ses anciens amis ont lue avec tant d'intérêt, l'expression de ses sentiments intimes.

Après la guerre, Fleurent s'est borné au rôle d'avocat consultant. Il n'était, à proprement parler, point un militant ; il avait une certaine aversion pour les agitations souvent stériles de la vie publique d'aujourd'hui, et s'il a accepté des fonctions

dans les derniers temps, ce n'était point par goût, car il ne recherchait pas les honneurs, mais bien par devoir, car il était un bon citoyen.

Fleurent a été l'expression de l'amitié dans tout ce qu'elle a de noble et d'élevé.

Constant dans ses affections il aimait à parler de ces années de jeunesse où l'on est si naturellement porté aux sentiments généreux ; il aimait à parler de ce temps du collège où nous vivions tous si gentiment côte à côte sans distinction de culte ni d'origine ; il aimait à parler de ces modestes et dignes professeurs dont les noms sont restés chers à tous leurs anciens élèves ; il avait conservé le souvenir de ses condisciples qui l'ont tous aimé, parce qu'il était bon camarade.

Nous aussi, pauvre ami, nous conserverons votre souvenir, car vous n'avez jamais eu que de nobles aspirations.

Vous laissez un grand vide dans votre famille qui vous pleure et parmi vos amis qui vous regrettent et quand désormais je passerai devant votre ancienne demeure où m'attendait chaque fois un accueil si cordial, le souvenir de votre vieille et forte amitié se réveillera dans mon cœur et chaque fois je me dirai : c'est là que restait mon excellent ami Fleurent ! Adieu !



PAROLES

prononcées par

M. le chanoine Et. FREY, curé de Saint-Martin,

lors de la réunion du Conseil de Fabrique,

le 5 février 1903.

Messieurs,

Depuis notre dernière réunion un grand vide s'est fait dans nos rangs. La mort a enlevé notre digne et regretté président. En ville, comme sur sa tombe, il n'y a eu qu'une voix pour faire l'éloge du défunt. Cet éloge, je n'ai pas l'intention de le refaire ici, mais il me sera permis de dire qu'il était pleinement mérité. D'autre part, il m'appartient plus spécialement, comme curé et comme membre du Conseil de Fabrique, de dire la grande place que M. Fleurent a occupée au sein de notre Conseil.

Après le décès, en 1890, de notre président, M. de Peyerimhof, je fus chargé de faire des démarches auprès de M. Fleurent, pour le décider à accepter sa succession à la présidence de notre conseil et je fus heureux, comme tout le Conseil, de n'avoir pas de refus.

Sous sa présidence nous avons eu de grandes et graves questions à débattre et à résoudre, notamment la question de l'église des Dominicains et la question

de la seconde paroisse. Dans l'une et l'autre de ces questions, M. Fleurent nous a été d'un secours précieux, non seulement par ses connaissances de juriste, mais encore par sa ténacité à soutenir nos revendications et par la grande influence dont il jouissait en haut lieu. Je me fais un devoir de rappeler à ce sujet un épisode décisif de la campagne, qui avait pour but la restauration de la halle-aux-blés et sa restitution au culte catholique. Comme vous savez, Messieurs, l'affaire ne marchait pas toute seule. La délibération du Conseil municipal, conforme à la délibération du Conseil de Fabrique, avait de la peine à obtenir l'approbation supérieure. C'est alors que M. Fleurent et M. Doinet — à qui, pour le dire en passant, nous devons également une grande reconnaissance — sont allés à Strasbourg auprès de qui de droit, y ont parlé haut et ferme et le résultat a été ce que vous savez : l'ancienne église des Dominicains, devenue halle-aux-blés après la tourmente révolutionnaire, est redevenue une église et a été rendue à notre culte, à la plus grande joie de notre population catholique. Le nom de M. Fleurent sera, avec ceux de M. Umber et de M. Doinet, à tout jamais associé à l'histoire de nos églises et restera à tout jamais aussi gravé sur les tablettes de notre reconnaissance.

Sur ces entrefaites, — en 1896, — notre président était placé par l'estime et le vote unanime de ses collègues du Conseil municipal à la tête de notre municipalité, où d'ailleurs des circonstances de différente nature ne lui ont pas permis, au grand

regret des honnêtes gens de tous les partis, de rester bien longtemps.

Devenu maire de Colmar, M. Fleurent avait par le fait même cessé d'être président de notre conseil, mais ayant donné sa démission de maire en 1898, il devenait rééligible pour le Conseil de Fabrique et tout le Conseil n'eut qu'un vœu, celui de n'être pas privé des lumières et du concours de son ancien président. Alors — et c'est un hommage que je voudrais rendre ici à la mémoire de M. Hartmann — il s'est produit un fait tant à l'honneur de M. Fleurent qu'à l'honneur de M. Hartmann, fait que vous me permettrez de rappeler en deux mots. A la place de M. Fleurent, devenu maire, nous avons élu M. Hartmann, comme président du Conseil de Fabrique. Mais, la démission de M. Fleurent, comme maire, une fois irrévocablement décidée, M. Hartmann, par un mouvement aussi spontané que généreux, est venu à moi, pour me prier d'accepter et de faire accepter par le conseil sa démission de président, trouvant, me disait-il, qu'il n'était plus à sa place, du moment que M. Fleurent pouvait de nouveau y être. Beau témoignage d'un noble caractère rendu à un homme de grande marque !

M. Fleurent n'était pas, comme on sait, très combatif de caractère, mais il était, lorsqu'il le fallait, très ferme, ce que l'on sait peut-être moins. Je ne citerai à ce sujet qu'un seul fait, qui le peindra tout entier.

Il y avait, pendant sa présidence au Conseil de Fabrique, un banquet à la préfecture en l'honneur

du Statthalter qui était venu visiter notre ville. C'était un jour des Quatre-Temps. M. Fleurent était du nombre des invités. Il refusa en indiquant le vrai motif de son refus. Instance de la préfecture avec la remarque qu'on servirait gras et maigre. Nouveau refus de M. Fleurent, car, disait-il, en ville et au dehors on saurait que j'ai assisté au banquet, mais on ne saurait pas que j'y ai fait maigre. Or, j'ai le devoir de donner le bon exemple au public et ce devoir est d'autant plus grand, que je suis président du Conseil de Fabrique.

Voilà, Messieurs, notre ancien président, modéré, très modéré par nature et par principe, mais ferme et inflexible en présence du devoir. Nous lui garderons tous un souvenir impérissable, comme tous nous déplorons vivement sa perte et sentons le grand vide qu'il laisse parmi nous. Je sens ce vide et je déplore cette perte plus que personne, mais ce qui tempère cependant ce sentiment douloureux, c'est la persuasion que j'ai, de voir notre cher président défunt bientôt et dignement remplacé par l'un d'entre vous.



IMPRIMERIE J. B. JUNG & Cie A COLMAR
